



Feuille d'information

17.1.2007

Evaluation de la Stratégie 2002 pour le développement durable

1. Contexte, objectifs et réalisation

Pour évaluer l'avancement de la mise en œuvre de la stratégie pour le développement durable dans son ensemble, les mesures de contrôle internes ont été complétées par une évaluation externe.

L'évaluation des bureaux Interface (Lucerne) et Evaluanda (Genève) s'est penchée sur les questions suivantes:

- Comment le concept de développement durable est-il perçu au sein de l'administration fédérale? Quelles mesures ont été prises pour l'appliquer? Comment ces mesures sont-elles appliquées?
- Quelles conclusions peut-on tirer des expériences faites lors de la mise en œuvre des 22 actions de la Stratégie 2002 pour le développement durable?
- Que faut-il en déduire pour la Stratégie 2007 pour le développement durable?

2. Les principaux résultats

La stratégie

Les lignes directrices de la stratégie sont dans l'ensemble bien acceptées. Les critiques portent sur les formulations peu contraignantes et dépourvues d'objectifs stratégiques concrets, qui laissent une grande marge d'interprétation. Les conflits d'objectifs sont souvent « délégués » aux acteurs chargés de la mise en œuvre et ne deviennent manifestes qu'au moment de la mise en œuvre proprement dite. Si les aspects administratifs et organisationnels s'en tirent plutôt bien, ceux liés à la concrétisation et à la mise en œuvre sont jugés de manière plus critique. Pour les sondés, le principal point faible de la conception est clairement le caractère non contraignant de la stratégie pour les acteurs chargés de la mettre en œuvre et les ressources inadéquates. L'ancrage institutionnel de la stratégie dans les unités administratives chargées de mettre en œuvre les actions est également faible. Ce sont donc surtout des faiblesses structurelles dans la mise en œuvre qui entravent la gestion de la stratégie. La perception de la Stratégie 2002 pour le développement durable est en principe positive chez les groupes cibles. Certaines décisions se heurtent néanmoins à des obstacles et à des oppositions. Cela est en partie dû au manque de volonté politique ainsi qu'à l'existence d'autres priorités. Dans l'ensemble, les sondés émettent un avis assez critique sur le degré de



réalisation de la stratégie. Néanmoins il ne faudrait pas sous-estimer la légitimation et l'élan que confère la stratégie à certaines activités.

Les actions

On constate dans l'ensemble des différences considérables quant à la forme, la mise en œuvre et l'impact des 22 actions. Selon les acteurs chargés de la mise en œuvre, la stratégie a une influence sur la mise en œuvre pour un tiers seulement des actions. Néanmoins la légitimation que confère la stratégie conserve toute son importance. Le degré de réalisation des objectifs de la stratégie est généralement sous-estimé. La perception positive que les groupes cibles ont de la stratégie est un potentiel qu'il conviendra de mieux exploiter.

Recommandations des experts en vue de la révision de la stratégie

La stratégie devrait conserver sa structure fondamentale. En effet celle-ci, notamment sa division en une partie consacrée aux lignes directrices stratégiques et en une partie consacrée aux actions, est adéquate et a fait ses preuves. Des améliorations sont néanmoins toujours nécessaires. Compte tenu des défis mondiaux du développement durable, la stratégie devrait être davantage axée sur les problèmes prioritaires. L'intégration dans les procédures de planification et de décision politique ainsi que le caractère contraignant de la stratégie doivent être renforcés. Les projets devraient être davantage évalués sous l'angle du développement durable. Par ailleurs, les autorités, le parlement et le public devront être informés régulièrement de tout ce qui a trait au développement durable et être sensibilisés à cette problématique. Enfin, il faudra améliorer la collaboration entre les services concernés ainsi qu'avec les intervenants externes.